

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

GENEBANQUE

Société par Actions Simplifiée au capital de 94.219.227,50 Euros
Siège social : 17 cours Valmy - 92800 Puteaux
327 479 069 R.C.S. Nanterre.
(la « Société »)

A. — Documents sociaux au 31/12/2025.

I. — Bilan et hors bilan.
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (note 3)	2 635 777	1 994 593
A vue	237 597	241 754
A terme	2 398 180	1 752 838
Opérations avec la clientèle (note 4)		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme (note 5)		
Parts dans les entreprises liées (note 5)	4 099	3 703
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 6)		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 7)	41	37
Comptes de régularisation (note 7)	183	198
Total	2 640 100	1 998 531

Passif	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés (note 8)	2 519 326	1 877 174
A vue	239 106	230 514
A terme	2 280 220	1 646 660
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre (note 9)	10 000	10 000
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables	10 000	10 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 10)	1 046	1 244
Comptes de régularisation (note 10)	94	
Provisions (note 11)		
Dettes subordonnées (note 12)		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG (note 13)	109 634	110 112
Capital	94 219	94 219
Primes d'émission		
Réserves	13 393	13 261
Ecart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subventions		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	2 022	2 632
Total	2 640 100	1 998 531
Résultat de l'exercice en centimes :	2 022 407.94	
Total du bilan en centimes :	2 640 100 221.56	

Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers

Hors-Bilan	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	102 921	76 728
Engagements de financement (note 21)	51 473	57 398
Engagements en faveur d'établissement de crédit	21 300	27 225
Engagements en faveur de la clientèle	30 173	30 173
Engagements de garantie (note 21)	51 448	19 330
Engagements en faveur d'établissement de crédit	51 448	19 330
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements	31/12/2025	31/12/2024
Opérations en devises		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir		
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements donnés		
Engagements reçus		
Engagements douteux		
Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers		

II. — Compte de résultat

(En milliers d'EUR)	31/12/2025	31/12/2024
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	112 634	104 705
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	112 634	104 705
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe		
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 14)	-110 276	-102 745
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-110 011	-102 355
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-265	-390
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable (note 14)	294	440
+ Commissions (produits) (note 15)	81	146
- Commissions (charges)		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation (note 16)		11
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change		11
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins-value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-58	-2
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-58	-2
PRODUIT NET BANCAIRE	2 675	2 556
- Charges générales d'exploitation (note 17)	-539	-628
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-539	-628
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 135	1 927
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 135	1 927
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 18)	365	1 321
- Immobilisations financières	365	1 321
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 500	3 248
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 19)	-478	-616
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 022	2 632

Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers.

III. — Annexe

Note 1. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société GENEBAQUE SAS sont établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, mis à jour de l'ensemble des règlements de l'ANC le modifiant.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ». La présentation des comptes individuels de société GENEBAQUE SAS n'est pas affectée par l'entrée en vigueur de ce règlement. Les autres modifications introduites par ces règlements n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC 2014-07.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et assimilés et créances sur la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Une opération est classée dans la catégorie "au jour le jour" lorsque sa durée initiale est au plus égale à un jour ouvrable. Au-delà d'une durée initiale supérieure à un jour ouvrable, l'opération est classée dans la catégorie "à terme".

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n°2020-10, n°2023-03 et n°2023-05, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement, s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de SG GENEBAQUE au 31 décembre 2025.

Portefeuille titres. — Le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2005-01 qui a été modifié par le règlement 2008-07 et le 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable et l'instruction 90-03 de la Commission Bancaire définissent les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres.

Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Entre la date de négociation des titres et leur transfert de propriété, l'engagement d'achat ou de vente est enregistré dans un compte de hors bilan "Titres à recevoir / à livrer".

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées

Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres ou la rentabilité.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciel	Linéaire	3 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et dettes envers la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon le support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés au bilan parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Impôts différés. — La société utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux. Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales.

Les variations de l'exercice sont inscrites en compte de résultat dans le poste « impôt sur les bénéfices » et les stocks sont enregistrés au bilan dans le poste « compte de régularisation ».

En lien avec les investissements dans des GIE, La société SA a comptabilisé des impôts différés qui correspondent à des économies d'impôt engendrées précédemment par les quotes-parts de résultats déficitaires de ces GIE. Ces impôts différés sont réévalués à chaque clôture sur la base de la méthode du report variable, en tenant compte notamment de l'évolution du taux d'impôt applicable au moment de retournement des différences temporaires sur les années futures.

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n°2020-10, n°2023-03 et n°2023-05.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Operations en devises. — Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n°2020-10, n°2023-03 et n°2023-05, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations comptabilisées par la société sont essentiellement en euros.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Frais de personnel - avantages du personnel. — SAS GENEBAQUE n'emploie pas de salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales.

Charge fiscale. — La Société SAS GENEBAQUE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1996.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n°2020-10, 2023-03 et n°2023-05, la société SAS GENEBAQUE ne donne pas d'information en annexe pour tout ou une partie des raisons suivantes :

- les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
- les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice :

- En avril 2025, le TCN (titres de créances négociable) a été renouvelé pour une année jusqu'au 24 avril 2026 ;
- En juillet 2025, la ligne de crédit CARREFOUR BANQUE EUR 750 000 000 EUR a été réduite à zéro et une nouvelle ligne de crédit CARREFOUR BANQUE EUR 400 000 000 EUR a été ouverte en septembre 2025.
- En 2025, les prêts accordés par GENEBAQUE à SG New York ont augmenté pour atteindre un montant total de 2 500 000 USD, avec un taux variable. Parallèlement GENEBAQUE a reçu des emprunts de la part de Société Générale pour le même montant.
- En octobre 2025, le HB a augmenté à 51 333 000 EUR, conformément au renouvellement du contrat de caution bancaire vis-à-vis de la Fondation d'entreprise Société Générale pour la solidarité pour un montant 51 333 000 EUR.

Evénements postérieurs à la clôture. — SAS GENEBAQUE n'a pas conclu d'opérations significatives depuis la date de clôture du 31 décembre 2025.

L'escalade récente du conflit au Moyen-Orient intervenue à compter du 28 février 2026 constitue un événement postérieur à la clôture sans incidence sur les comptes. A date, aucun impact significatif pour la société SAS GENEBAQUE n'a été identifié, étant précisé que le niveau d'incertitude sur les conséquences directes et indirectes du conflit demeure élevé.

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

Informations sur le bilan et le compte de résultat :

— Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Obligations et autres titres à revenus fixe						
Valeur brute *						
* Dont émis par des organismes publics						
Créances rattachées						

Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total						

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En milliers d'Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2025
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable					
Titres cotés					
Titres non cotés					

Note 2 (suite)**3. Transfert de portefeuille :**

En application de l'avis du CNC 2008-19 publié en décembre 2008, la société a procédé aux transferts suivants :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable d'origine	Valeur comptable en date de transfert Portefeuille de destination				
		Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Total	Valeur comptable 31/12/2025	Juste valeur 31/12/2025
Portefeuille d'origine						
Portefeuille de transaction						
Obligation et autres instruments de dettes						

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes et prêts	2 635 777	1 994 593
A vue :	237 597	241 755
Comptes ordinaires	237 597	241 755
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	2 398 180	1 752 838
Prêts et comptes à terme	2 398 180	1 752 838
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut	2 635 777	1 994 593
Dépréciations		
Total net	2 635 777	1 994 593
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	2 635 777	1 994 593

Note 4. – Operations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Total brut		
Dépréciations		
Total net		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total		

Note 5. – Participations et autres titres détenus à long terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres	31/12/2025
Titres de participation					
Valeur brute					
Côtés					
Non côtés					
Créances rattachées					
Côtés					
Non côtés					
Dépréciations					
Côtés					
Non côtés					
Valeur nette au bilan					
Autres titres détenus à long terme					
Valeur brute					
Côtés					
Non côtés					
Créances rattachées					
Côtés					
Non côtés					
Dépréciations					
Côtés					
Non côtés					
Valeur nette au bilan					
Total net					

2. Parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'EUR)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres (1)	31/12/2025
Etablissement de crédit	4 537	31			4 568
Côtés					
Non côtés	4 537	31			4 568
Autres					
Côtés					
Non côtés					
Dépréciations (2)	-834		-365		-469
Côtés					
Non côtés	-834		-365		-469
Total net	3 703	31	-365		4 099

Note 5 (suite)**3. Liste des transactions entre parties liées.**

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n°2020-10, n°2023-03 et n°2023-05.

La tableau ci-dessous présente la liste des transactions significatives effectuées par l'établissement avec des parties liées lorsque ces transactions n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché.

Nature de la partie liée (En milliers d'Euros)	Nature de la relation avec la partie liée	Montant des transactions réalisées avec la partie liée	Autres informations
---	--	---	---------------------

Note 6.**1. Immobilisations corporelles et incorporelles :**

(En milliers d'EUR)	Valeur brute 31/12/2024	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2025	Amortisse ment provisions et dépréciati ons cumulés 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	17				17	-17	
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	17				17	-17	

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	-17				-17
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-17				-17

3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2025
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 7. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs :		
Sous-total	41	37
Compte courant SG impôt groupe		
Débiteurs divers	41	37
Comptes de régularisation : Sous-total	183	198
Charges comptabilisées d'avance	66	123
Frais généraux	66	123
Produits à recevoir	106	64
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	88	48
Opérations avec la clientèle	18	16
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés (*)	11	11
Autres comptes de régularisation		
Total brut	224	235
Dépréciations		
Total net	224	235

(*) Les impôts différés sont détaillés dans la note 19

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit et assimilés.

(En milliers d'EUR)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue :	239 106	230 514
Dépôts et comptes ordinaires	239 106	230 514
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	2 280 220	1 646 660
Emprunts et comptes à terme	2 280 220	1 646 660
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées		
Titres donnés en pension		
Total	2 519 326	1 877 174

Note 9. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	10 000	10 000
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	10 000	10 000
Dettes rattachées		
Total	10 000	10 000

Note 10. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'EUR)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	1 046	1 244
Compte courant SG impôt groupe	476	616
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers	570	628
Dettes rattachées sur les intérêts de prêts et emprunts		
Comptes de régularisation	94	
Charges à payer		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif		
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance	94	
Autres produits constatés d'avance	94	
Autres comptes de régularisation		
Total	1 140	1 244

Note 11. – Provisions et dépréciations

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2025
Provisions						
Provisions						
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges						
Provisions règlementées						
Amortissements dérogatoires sur le crédit-bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvement s	31/12/2025
Dépréciations						
Dépréciations d'actifs						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres						
Total des dotations :						
Total des reprises :						

Note 12. – Dettes subordonnées

Date d'émission (En milliers d'Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2025	31/12/2024
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée						
Titres et emprunts subordonnés à terme						
Dettes rattachées						
Total						

Note 13. – Evolution des capitaux propres hors FRBG

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2025
Origine :	2 632
Report à nouveau antérieur	
Résultat de la période	2 632
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	2 632
Réserve légale	132
Autres réserves	
Dividendes	2 500

Autres répartitions	
Report à nouveau	
<i>(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2024 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 27 mai 2025.</i>	

2. Capital social. — Le capital social est composé de 6 178 310 actions de 15.25 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	7 826
Réserves statutaires	
Autres réserves	5 567
Total	13 393

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible	2 022
Report à nouveau antérieur	
Résultat de la période	2 022
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	2 022
Réserve légale	101
Autres réserves	
Dividendes	1 921
Autres répartitions	
Report à nouveau	

Note 13 (suite)

Variation des capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Capital	94 219			94 219
Primes d'émission				
Réserves	13 261	132		13 393
Ecart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subventions				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	2 632			2 022
Distribution		2 500	2 500	
Total	110 112	2 632	2 500	109 634

Note 14.

1. Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2025	Net 2024
Sur opérations avec les établissements de crédit :	110 011	112 634	2 623	2 350
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	110 011	112 634	2 623	2 350
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :				
Créances commerciales				

Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	265		-265	-390
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés				
Total	110 276	112 634	2 358	1 960

2. Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées	294	440
Autres		
Total	294	440

Note 15. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 31/12/2025	Net 2024
Opérations avec les établissements de crédit		49	49	57
Opérations avec la clientèle		32	32	89
Opérations sur titres				
Opérations de crédit-bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				
Prestations de services et autres				
Total		81	81	146

Note 16. – Résultat net sur opérations financières.

(En milliers d'Euros)	Net 2025	Net fin 2024
Résultat net sur portefeuille de négociation :		11
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat net des opérations de change		11
Résultat sur instruments financiers à terme		
Résultat net sur titres de placement :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotation aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Total		11

Note 17. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		

Autres frais administratifs	-539	-628
Impôts et taxes	-63	-54
Services extérieurs	-476	-574
Autres		
Total	-539	-628

Note 17 (suite)**Effectif Moyen :**

	France	Etranger	2025	2024
Cadres				
Non cadres				
Total				

3. Rémunération des dirigeants. — Aucune rémunération n'a été allouée à l'organe de direction.**Note 18. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

(En milliers d'EUR)	2025	2024
Immobilisations corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les ent. liées et autres titres LT	365	1 321
Plus-values de cession		937
Moins-values de cession		
Dotations aux dépréciations ou provisions		
Reprises de dépréciations ou provisions	365	384
Total	365	1 321

Note 19. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'Euros)	2025	2024
Charge fiscale courante	478	616
Charge fiscale différée		-1
Total	478	616

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'Euros)	Résultat avant impôts	Retraitem ents	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	2 135	-648	384		384	1 751
2. Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	2 135	-648	384		384	1 751
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	2 135	-648	384		384	1 751
5 - Taxé au taux normal	365		94		94	271
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						

IV. +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	365		94		94	271
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	2 500	-648	478		478	2 022
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions règlementées						
Impôt courant			478		478	
Impôt différé						
Credit d'impôt comptabilisé						
Contributions						
Autres (à préciser)						
Résultat net	2 500	-648	478		478	2 022
<i>(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance</i>						

3. Situation fiscale différée

(En milliers d'Euros)	Base	Taux	Actif 2025	Passif 2025	Stock au 31/12/2025	Stock au 31/12/2024
Détail des différences temporaires						
Allègement futur d'impôt						
ID sur le Prov Organic 31/12/2025	-43	25.83%	-11			
Extourne ID sur le Prov Organic 31/12/2024	41	25.83%	11			
Accroissement futur d'impôt						
Total						-1

Note 20. – Dotation nette de FRBG et provisions règlementées.

(En milliers d'EUR)	Dotations	Reprises	2025	2024
Provisions des fonds pour risques bancaires généraux				
Provisions règlementées				
Total				

Note 21. – Engagements financiers, autres informations**Opérations non inscrites au bilan :**

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire mis à jour de l'ensemble des avis et recommandations ultérieures et modifié par les règlements ANC n° 2020-10, n° 2023-03 et n° 2023-05. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés
1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2025
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		51 473
En faveur d'établissements de crédit		21 300
En faveur de la clientèle		30 173
Engagements de garantie :		51 448
D'ordre d'établissements de crédit		51 448
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2025
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3 Hors-bilan - engagements douteux**1.4. Hors-bilan - autres engagements****2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 22. – Emplois et ressources ventiles selon la durée restant à courir

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2025				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
EMPLOIS					
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	253 393	44 625	2 263 895	73 864	2 635 777
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
RESSOURCES					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	254 833	19 630	2 209 595	35 268	2 519 326
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre		10 000			10 000

Note 23. – Identité de la société consolidante

Les comptes annuels de la SA GENEBAQUE sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 24. – Intégration fiscale

La Société GENEBAQUE est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/1996

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

- Bénéfice à court terme de 1 852 228 €
- Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 478 338 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 25. – Informations concernant les entreprises liées

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Part entreprises liées
Postes de l'actif		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 635 777	2 635 777
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées	4 099	4 099
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	224	154
Postes du passif		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 519 326	2 519 326
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passifs et comptes de régularisation	1 140	525
Provisions et subventions		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan		
Engagements de financement	51 473	
Engagements en faveur d'établissement de crédit	21 300	
Engagements en faveur de la clientèle	30 173	
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	51 448	51 448
Engagements en faveur d'établissement de crédit	51 448	51 448
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Autres engagements		
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat	2 675.00	2 650.00
Intérêts et produits assimilés	112 634	112 632
Revenus des titres à revenu variable	294	294
Produits de commissions	81	
Intérêts et charges assimilées	-110 276	-110 276
Charges de commissions		
Autres (à détailler si significatif)	-58	

Note 26. – Tableau Des Filiales Et Participations (1ère Partie)

Sociétés / Siège Social	31/12/2025				
	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE					
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)					
SOGEBAIL				4 461	3 993
29 Bld Haussman 75009 Paris	2 429	1 596	89%	4 461	3 993
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)					
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations					
A) Filiales non reprises au paragraphe I :					
1°/ Filiales françaises					
2°/ Filiales étrangères					
B) Participations non reprises au paragraphe I :				106	106
SG SAUDI ARABIA				106	106
2°/ Filiales étrangères					

Tableau Des Filiales Et Participations (2ème Partie)

Sociétés / Siège Social (En milliers d'Euros)	Montant des prêts et avances consentis et non remboursés	31/12/2025				
		Montant des cautions et avals donnés	Chiffres d'affaires HT du dernier exercice clos	Résultats (bénéfices ou pertes) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations / Date du dernier exercice clos
I. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de GENEBAQUE						
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)						
SOGEBAIL			11 228	214	294	31/12/2025
29 Bld Haussman 75009 Paris						
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)						
II. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
A) Filiales non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						
B) Participations non reprises au paragraphe I :						
1°/ Filiales françaises						
2°/ Filiales étrangères						

Note 27. – Liste des filiales et participations

(En milliers d'Euros)	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	% détenu directement
A) Filiales (plus de 50 % du capital détenu par GENEBAQUE) SOGEBAIL 29 Bld Haussman 75009 Paris	4 025	214	89%
B) Participations (10 à 50 % du capital détenu par GENEBAQUE)			
C) Autres titres détenus (Moins de 10 % du capital détenu par GENEBAQUE)			
D) Certificats d'association			

Note 28 Honoraires Des Commissaires Aux Comptes

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre (nos) commissaire(s) aux comptes, au titre de l'exercice 2025, s'élèvent à :

KPMG S.A.	23 055.00 €
PricewaterhouseCoopers Audit	23 055.00 €

Note 29. – Ventilation Des Produits Bancaires

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits Export	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	3 954	108 680	112 634	104 705
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées				
Produits sur opérations de location simple				
Revenus des titres à revenu variable	294		294	440
Produits de commissions	81		81	146
Gains de change				11
Autres produits d'exploitation bancaire				
Total	4 329	108 680	113 009	105 302

Résultats financiers au cours des cinq derniers exercices.

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social (En milliers d'Euros)	94 219	94 219	94 219	94 219	94 219
Nombre d'actions émises	6 178 310	6 178 310	6 178 310	6 178 310	6 178 310
ordinaires					
à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
par conversion d'obligations					
par droit de souscription					
Résultats globaux des opérations effectives (En milliers d'EUR)					
Chiffre d'affaires hors taxes	113 009	105 302	49 809	5 328	6 165
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	2 500	3 248	1 341	557	975
Impôt sur les bénéfices	-478	-616	-317	-112	-174
Résultat après impôts, amortissements et provisions	2 022	2 632	1 024	445	801
Distribution de dividendes		2 500	973	423	307
Résultats des opérations par action (en EUR)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	0.327	0.426	0.166	0.072	0.130
Résultat après impôts, amortissements et provisions	0.327	0.426	0.166	0.072	0.130
Dividende versé à chaque action		0.405	0.157	0.068	0.050
Personnel					
Nombre de salariés					
Montant de la masse salariale (En milliers d'EUR)					
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (En milliers d'EUR)					

IV. — Affectation du résultat sur le procès-verbal des décisions de l'associé unique exprimées dans un acte en date du 27 mai 2026

Première décision (Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et quitus aux Administrateurs). — L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

- approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils ont été communiqués, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports ;
- prend acte que l'exercice se solde par un bénéfice net comptable de 2.022.407,94 euros ;
- donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Deuxième décision (Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025). — L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice de 2.022.407,94 euros, diminué d'un montant de 101.120,40 euros correspondant aux sommes à affecter à la réserve légale, soit un bénéfice net distribuable de 1.921.287,54 euros, de la manière suivante :

Résultat net de l'exercice	2.022.407,94 EUR
Report à nouveau antérieur	0 EUR
Affectation à la réserve légale (dotation de 5% du bénéfice, car la réserve légale est inférieure à 10% conformément à l'article L. 232-10 du Code de commerce)	101 120,40 EUR
Soit un bénéfice distribuable de	1.921.287,54 EUR
Affectation	
A la réserve libre (ou aux autres réserves)	0 EUR
Versement de dividende (1)	1.921.287,54 EUR
Au report à nouveau	0 EUR
(1) Le dividende attribué à l'Associé unique personne morale, n'est pas éligible à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.	

- décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 15 juin 2026 ;
- prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que les montants des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

Exercices	Dividendes distribués
2022	422.927,05 EUR
2023	972.826,02 EUR
2024	2.500.543,84 EUR

Troisième décision (Approbation des charges et dépenses visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts). — Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Associé unique prend acte de ce que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au regard du 4^{ème} de l'article 39 du même Code.

Quatrième décision (Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L 227-10 du Code de commerce). — L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes constatant l'absence de convention de la nature de celles visées à l'article L 227-10 du Code de commerce, décide d'en prendre acte purement et simplement.

Cinquième décision (Fixation de la rémunération des Administrateurs). — L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration, décide de ne pas allouer de rémunération aux membres du Conseil d'administration.

Sixième décision (Pouvoirs pour les formalités). — L'Associé unique décide de conférer tous pouvoirs à la société MEDIALEX PARIS sise 4 place du 8 mai 1945, 92532 LEVALLOIS-PERRET, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de dépôt, de publicité ou autres qu'il appartiendra.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

À l'associé unique de la société GENEBAQUE S.A.S.,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GENEBAQUE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion :**— Référentiel d'audit :**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation. — Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable lié à l'application des nouvelles dispositions du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GENEBAQUE S.A.S. par l'associé unique du 7 juin 2024 pour le cabinet KPMG SA et du 7 juin 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 2ème année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 2ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant

de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit :** Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2026.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA :
Nicolas de LUZE ;
Associé,

PricewaterhouseCoopers Audit :
Ridha BENCHAMEK ;
Associé.

Documents sociaux

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes peuvent être consultés au 17, cours Valmy - 92800 PUTEAUX